

# Etudiants étrangers, une formation à plusieurs facettes

La rentrée universitaire est là avec son lot de dépenses et parfois de tracasseries. Celle de 2012-2013 ne faillit pas à la règle. La situation des étudiants étrangers, notamment d'origine subsaharienne est cependant particulière car elle englobe des paramètres que le commun des Marocains ignore. En effet, dans la perception de la majorité, tout jeune africain est potentiellement un candidat à l'immigration clandestine, donc un « sans papier » de plus. Ce cliché est à l'antipode de la réalité. Plantons le décor.

Le Maroc accueille depuis des années un grand nombre d'étudiants étrangers qui se composent en trois catégories. Dans le premier lot, sont ceux qui viennent dans le cadre de la coopération bilatérale ou tripartite et qui sont gérés par l'Agence marocaine de coopération internationale dont plus de la moitié bénéficie d'une bourse d'études.

Le second lot comprend les étudiants qui se sont inscrits dans les instituts et écoles privés de formation.

Quant à la troisième catégorie, elle est formée de jeunes ayant vainement cherché la traversée du Détroit et qui, dans l'attente d'une « seconde chance », suivent des formations dans des centres privés, histoire de se faire une

carte de séjour.

L'équivoque étant levée, la problématique peut maintenant être posée dans son contexte au regard des difficultés que certains rencontrent durant leur cursus universitaire dans le secteur privé. D'aucun parle même de miroir aux alouettes pour certaines écoles privées qui, sans scrupule, affichent des programmes et des conditions d'études totalement opposées à la pratique qui sévit dans ces établissements.

Blaise Thompson, en sait quelque chose. « Mon père a été contacté par un responsable d'une école privée lors de son passage au Maroc en 2010 dans le cadre d'une rencontre internationale. Des brochures lui ont été remises avec des arguments de taille et qui l'ont vite convaincu. Je venais de passer le baccalauréat. Contre la somme de 3500 dirhams par mois, le marché a été conclu. Bien entendu, ceci ne comporte pas les frais d'assurance et d'inscription ni mon logement, mes frais de déplacement, ma nourriture et mes vêtements. Mais j'ai déchanté quand j'ai intégré l'établissement en question. J'ai été contraint de changer d'école à mon corps défendant », souligne notre interlocuteur. Aujourd'hui Thompson cherche à regagner son pays après deux années de formation.



Le cas de cette jeune fille, F.K est encore plus frappant, elle a purement et simplement jeté l'éponge dès que l'année a commencé.

## Attention à l'arnaque !

En effet, durant la rentrée universitaire 2011-2012, elle s'est vue proposer une formation au Maroc par l'intermédiaire d'un homme d'affaires. Une fois débarquée à Casablanca, elle a été prise dans un réseau d'intermédiaires et de négociants. Son tuteur n'a rien trouvé que de lui proposer un « job » pour qu'elle puisse payer ses études. Cependant, tout n'est pas toujours triste dans la formation privée. Abdoulaye Kanouté fait partie de ces jeunes qui ont réussi brillamment leurs études dans le secteur privé. Arrivé en 2006 pour un cursus en management, son diplôme lui a ouvert une voie sur le marché du travail notamment dans une grande institution internationale. Durant ses années d'études, son père lui envoyait chaque mois près de 10 000 dirhams, tous frais compris. C'est le cas également de B.D actuellement en fin d'études. Il prépare sa dernière année avec optimisme. « Ce n'est pas facile, mais avec le soutien de mes parents, je m'en sors bien. Chaque rentrée, je consacre près 1500 dirhams à l'achat de fournitures et autres équipements », dit-il.

Toujours est-il que le secteur de l'enseignement privé au Maroc attire de plus en plus les Africains subsahariens. En l'absence de statistiques, leur nombre reste cependant infime par rapport à ceux qui viennent dans le cadre de la coopération entre le Maroc et ses partenaires du continent. Ainsi pour les étudiants qui relèvent de l'Agence marocaine de coopération internationale, le problème ne se pose pas. A cet égard d'ailleurs, il est opportun de rappeler que le Maroc accueille chaque année près de 1500 nouveaux étudiants étrangers, sans compter les 9 000 étudiants étrangers qui y séjournent déjà, (7000 d'entre eux sont boursiers de l'Etat marocain), dont la majorité vient des pays frères et amis d'Afrique. En effet, rappelons que l'Agence a été créée en 1986, et se présente comme un outil souple et efficace d'exécution de la politique de coopération tracée par le gouvernement marocain dans le cadre de la coopération Sud-Sud. A ce titre, ses domaines d'intervention s'articulent autour des axes prioritaires, tels que la formation des cadres, la coopération technique, la coopération économique et financière et l'action humanitaire. Et cette année ne fera pas exception à la règle.

Mamady Sidibé

